

## Annexe 1.22

### Extraits de la *Charte canadienne des droits et libertés*

#### Libertés fondamentales

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :
  - a) liberté de conscience et de religion;
  - b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;
  - c) liberté de réunion pacifique;
  - d) liberté d'association.

#### Droits démocratiques

3. Tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales.

#### Liberté de circulation et d'établissement

6. Tout citoyen canadien a le droit de demeurer au Canada, d'y entrer ou d'en sortir.
  - (1) Tout citoyen canadien et toute personne ayant le statut de résident permanent au Canada ont le droit :
    - a) de se déplacer dans tout le pays et d'établir leur résidence dans toute province;
    - b) de gagner leur vie dans toute province.

#### Garanties juridiques

7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.
8. Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives.
9. Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires.
10. Chacun a le droit, en cas d'arrestation ou de détention :
  - a) d'être informé dans les plus brefs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention;
  - b) d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit;
  - c) de faire contrôler, par habeas corpus, la légalité de sa détention et d'obtenir, le cas échéant, sa libération.
11. Tout inculpé a le droit :
  - a) d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche;
  - b) d'être jugé dans un délai raisonnable;
  - c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche;
  - d) d'être présumé innocent tant qu'il n'est pas déclaré coupable, conformément à la loi, par un tribunal indépendant et impartial à l'issue d'un procès public et équitable.
12. Chacun a droit à la protection contre tous traitements ou peines cruels et inusités.

## **Annexe 1.22 (suite)**

### **Extraits de la *Charte canadienne des droits et libertés***

13. Chacun a droit à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.
14. La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures, soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.

### **Droits à l'égalité**

15. (1) La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

### **Langues officielles du Canada**

16. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.
- (2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.
17. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux du Parlement.
18. (1) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.
19. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux établis par le Parlement et dans tous les actes de procédure qui en découlent.
20. (1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas :
  - a) l'emploi du français ou de l'anglais fait l'objet d'une demande importante;
  - b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.
22. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet de porter atteinte aux droits et privilèges, antérieurs ou postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente charte et découlant de la loi ou de la coutume, des langues autres que le français ou l'anglais.



## Annexe 1.22 (suite)

### Extraits de la *Charte canadienne des droits et libertés*

#### Droits à l'instruction dans la langue de la minorité

23. (1) Les citoyens canadiens :
- a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident,
  - b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province, ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.
- (2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.
- (3) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province :
- a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;
  - b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.

#### Dispositions générales

25. Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne porte pas atteinte aux droits ou libertés -- ancestraux, issus de traités ou autres -- des peuples autochtones du Canada, notamment :
- a) aux droits ou libertés reconnus par la proclamation royale du 7 octobre 1763;
  - b) aux droits ou libertés existants issus d'accords sur des revendications territoriales ou ceux susceptibles d'être ainsi acquis.
27. Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.
28. Indépendamment des autres dispositions de la présente charte, les droits et libertés qui y sont mentionnés sont garantis également aux personnes des deux sexes.



# Le droit au Canada

Décide si chacun des problèmes suivants est un cas de droit criminel, civil ou constitutionnel.

agression sexuelle _____	dispute entre employé et employeur _____
probleme de succession _____	vol a l'etajage _____
petites dettes non payées _____	disputes de limites territoriales _____
séparation du Québec _____	homicides involontaires _____
prostitution _____	garde d'enfants _____
contravention de stationnement _____	non-respect d'un contrat _____
établissement d'une nouvelle province _____	fraude _____
viol _____	agression physique _____
droit de vote _____	meurtre ou tentative de meurtre _____
possession de drogues illicites _____	l'alcool au volant _____
non-paiement des impôts _____	traités autochtones _____
blessures non intentionnelles _____	disputes sur des ventes de maisons _____
divorce _____	disputes de liberté d'expression _____
jeux et paris illégaux _____	propagation de la haine _____

